

DOSSIER DE PRESSE

Conférence de presse

« JEUNES ET INITIATIVES ECONOMIQUES SOLIDAIRES »

Publié par le RTES, réalisé par Développements et Humanisme,
Editions Sansonnet, 2010

**Mardi 14 décembre 2010
8h30-10h30**

lieu : Puerto Cacao- 53, rue de Tocqueville- 75 017 Paris

CONTACT PRESSE

AMÉLIE DUCORNEY
Ayin

09 81 94 14 61

amelie@ayin.fr

CONTACT RTES

ANNE-LAURE FEDERICI
06 61 17 94 90

alfederici@rtes.fr

Hôtel de Ville- BP 667- 59 033 Lille cedex

SOMMAIRE

LE COMMUNIQUE DE SYNTHESE

PAGE 3

LES JEUNES : L'AVENIR DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

PAGE 5

- > L'ESS, au cœur de l'actualité
- > Une jeunesse en désillusion
- > Les jeunes, fers de lance de l'économie sociale et solidaire
- > Une étude inédite sur les jeunes et leurs initiatives solidaires

JEUNES INITIATIVES SOLIDAIRES : DE L'ETUDE A L'OUVRAGE

PAGE 12

- Fiche de lecture de l'ouvrage
- Quelques enseignements
- Portraits de créateurs

REPERES :

Economie sociale et solidaire, un peu d'histoire et quelques chiffres

PAGE 16

QUELQUES ANGLES D'APPROCHE

PAGE 17

CONTACTS

PAGE 18

ANNEXE : LE RTES

PAGE 19

- > Sa mission : développer la démarche ESS au sein des collectivités
- > L'avenir de l'économie sociale et solidaire se joue sur les territoires
- > Plus de 60 membres répartis sur le territoire national
- > Plaidoyer pour la promotion de l'ESS
- > Innovation et promotion des bonnes pratiques au cœur de l'action de RTES
- > Une charte pour ancrer le développement économique de la France dans la durabilité et le respect
- > Le Conseil d'Administration du RTES

LE COMMUNIQUE DE SYNTHESE



Réseau des territoires pour l'économie solidaire

Communiqué de presse - Invitation
25/11/10

PARTOUT EN FRANCE, LES JEUNES S'ENGAGENT POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE

Ils s'appellent Nicolas, Guillaume, Sofiane. Ils ont moins de 30 ans et vivent à Grenoble, à Nancy, à Talence (en Gironde). Ils sont animés par des convictions et une éthique et ont choisi d'entreprendre dans un contexte économique plutôt morose.

Quels sont leurs motivations, leurs parcours ? C'est ce que nous propose de découvrir « **Jeunes et initiatives économiques solidaires** », un ouvrage publié par le RTEs (Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire).

Selon un sondage CSA (janvier 2010), 62% des jeunes seraient prêts à créer une « entreprise sociale ». Ainsi, beaucoup de jeunes souhaitent s'investir, par le biais de leur travail, dans un projet de société réconciliant l'homme et la planète.

Particulièrement impactés par la crise, les jeunes développent des projets ambitieux et viables. En effet, qu'il s'agisse de jeunes diplômés de grandes écoles ou de jeunes issus de quartiers défavorisés, l'engouement pour la création d'entreprises ou de projets à valeurs sociales et solidaires est partout présent.



L'année 2010 place l'économie sociale et solidaire (ESS) au cœur du débat économique.

En période de crise financière mondiale, ce mode de développement économique apparaît comme une alternative pour bâtir l'économie de demain, une économie durable car respectueuse de l'homme et de son environnement.

Dans ce cadre et à l'issue du mois de l'Economie sociale et solidaire,
RTES (Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire)
vous propose de partager avec vous les résultats de son étude
« Jeunes et initiatives économiques solidaires »
et de vous présenter l'ouvrage « Jeunes et initiatives économiques solidaires »
lors d'un petit-déjeuner, qui se déroulera :

Le mardi 14 décembre
De 8H30 à 10H30

Chez PUERTO CACAO*
53, rue de Tocqueville
75017 Paris

Métro : Malesherbes, Wagram
Bus : 31, 53
Velib : Station au numéro 64, rue de Tocqueville

*Puerto Cacao, bar à chocolat, solidaire et durable, une des initiatives mises à l'honneur dans l'ouvrage

En présence de :

- > Christiane Bouchart, Présidente du RTES
- > Henri Arévalo, Vice-président et trésorier du RTES
- > Vincent Berthet, Chargé d'étude - Développement et Humanisme
- > Baptiste Guyomarch, créateur de l'association Dynamo à Nancy
- > Elise Atman, créatrice de la Scop Service 76 à Sotteville (76)

Inscription et informations :

Amélie Ducorney – Ayin
09 81 94 14 61 – amelie@ayin.fr

Possibilité d'interview de jeunes créateurs de projets solidaires sur place,
ainsi que des intervenants.

Remise de l'ouvrage sur place.

Cette enquête et la publication de l'ouvrage ont obtenu le soutien du Ministère de la Jeunesse et des Solidarités Actives, de la Caisse des Dépôts et de la Fondation de France.



RTES : Le Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire (RTES) est un espace d'échanges et de coordination nationale, qui rassemble aujourd'hui plus d'une soixantaine de collectivités, régions, départements, intercommunalités et communes autour d'une charte pour le développement de l'économie sociale et solidaire.

LES JEUNES : L'AVENIR DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)

> L'ESS au cœur de l'actualité

L'année 2010 place l'économie sociale et solidaire (ESS) au cœur du débat économique.

En période de crise financière mondiale, l'ESS apparaît comme la seule alternative pour bâtir l'économie de demain, une économie durable car respectueuse de l'homme et de son environnement.

Une prise de conscience suscitée par la crise :

La crise a en effet accéléré la prise de conscience et les intérêts pour l'économie sociale et solidaire. Elle a révélé un monde guidé par le profit individuel, quel qu'en soient les conséquences pour la société.

Face à ces désillusions, la société émet le besoin de se recentrer sur les valeurs sociales et solidaires. La crise économique et financière remet sous les feux de la rampe ceux qui cherchent une autre manière de faire de l'économie.

Des activités ancrées dans les territoires, une forte dimension de proximité, des emplois pour l'essentiel non délocalisables : on comprend l'intérêt croissant pour ce secteur.

L'économie sociale et solidaire a montré sa capacité à développer une économie pérenne, qui respecte l'homme et son environnement. Elle représente aujourd'hui 200 000 entreprises, 2 millions de salariés, soit 12 % de l'emploi et 10 % du PIB.

Des acteurs qui se mobilisent :

Les acteurs de l'ESS se structurent et se mettent en mouvement pour mieux faire connaître et développer l'ESS :

> Le 11 octobre dernier, le Labo de l'Economie Sociale et Solidaire, et des acteurs de l'ESS, dont RTES, se rassemblent pour lancer les Etats Généraux de l'Economie Sociale et Solidaire.

Ces Etats Généraux, qui se clôtureront en juin par une grande manifestation au Palais Brongniart à Paris, affichent des ambitions importantes : « **élargir progressivement le cercle des acteurs mobilisés pour convaincre les citoyens de l'utilité et de la crédibilité de l'ESS, tout en influençant les décideurs** », résume Claude Alphandéry, initiateur du Labo de l'ESS, plate-forme de mobilisation créée fin 2009, et président d'honneur de France Active, un réseau de financeurs solidaires au service de l'emploi.

> Le « Mois de l'Economie Sociale et Solidaire » devrait, pour sa troisième édition, mobiliser plus de 125 000 participants et plus de 750 organisateurs partout en France.

Depuis 2008, et à l'initiative du CNCRES (Conseil National des Chambres de l'Economie Sociale), les acteurs du secteur (*associations, mutuelles, coopératives, entreprises solidaires, structures d'insertion et fondations*) ont décidé de se mobiliser autour du « **Mois de l'Economie Sociale et Solidaire** ». Durant le mois de novembre, au travers de manifestations partout en France, ils montrent qu'il est possible de concilier performance économique et efficacité sociale.

> Le 2 février dernier, lors du Salon des Entrepreneurs de Paris, a été annoncée la création du MOUVES. Le Mouvement des Entrepreneurs sociaux veut démultiplier et faire grandir les entrepreneurs sociaux en œuvrant dans deux directions :

- **révéler** le métier d'entrepreneur social et donner envie de l'exercer ;
- **créer un environnement favorable** au développement de l'entrepreneuriat social.

Un intérêt croissant pour l'ESS :

> Ecoles de commerce et universités se dotent de chaires dédiées à l'entrepreneuriat social, de formations spécialisées consacrées à l'économie sociale et solidaire et accueillent des jeunes en quête de sens, toujours plus nombreux.

> Les grands média s'emparent du sujet, en témoignent les récents dossiers couverts par Le Monde en octobre et novembre dernier :

- « l'économie sociale, laboratoire de la lutte contre la pauvreté », le 25/10/10
 - « la finance solidaire, du rêve à la réalité », le 04/11/10
- ou encore la dernière réalisation de documentaires Canal + sur des portraits d'entrepreneurs sociaux, dans le cadre de la soirée World in progress du 10 novembre dernier.

Une prise en compte au niveau national :

Si les territoires s'engagent depuis longtemps sur l'ESS - et RTE peut en témoigner - la prise de conscience au niveau de l'Etat est naissante, mais certaine :

> En avril 2010, remise du rapport du député Francis Vercamer, commandité par François Fillon: « L'économie sociale et solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi ».

Au regard de ce rapport, qui présente 50 propositions pour développer l'ESS, on peut retenir 5 axes principaux :

- **entamer le dialogue pour une meilleure structuration, et une meilleure visibilité du secteur,**
- **une réflexion sur la labellisation du secteur,**
- **sensibiliser les élèves des lycées, de l'enseignement supérieur, et des formations continues aux métiers de l'économie sociale,**
- **lever les freins à l'entrepreneuriat social** en favorisant l'accès aux aides à l'innovation,
- **un ancrage territorial de la politique d'Economie Sociale et Solidaire**

> En juillet 2010, dans le cadre du grand emprunt, 100 MILLIONS sont alloués pour l'ESS.

L'Etat a décidé d'un grand emprunt qui «déclenchera 25 milliards d'euros d'investissements venant du privé de l'Europe, des collectivités territoriales», selon le président Nicolas Sarkozy.

Au total, ce sont donc 60 milliards d'euros qui devraient être investis dans les 5 domaines prioritaires définis par le chef de l'Etat.

Dans ce cadre, 100 millions d'euros sont consacrés au développement de l'Economie Sociale et Solidaire pour financer plus de 2 000 entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire et soutenir la création ou la consolidation d'environ 60 000 emplois, notamment sur un public éloigné de l'emploi (titulaires de minima sociaux, chômeurs de longue durée...).

Une jeunesse en désillusion

« Les jeunes subissent frontalement, et plus que d'autres, les différentes crises. Ils sont particulièrement exposés à la précarité, à l'incertitude et à la restriction des droits.(...) D'après le Bureau International du Travail (BIT) le chômage mondial des jeunes a atteint son plus haut niveau jamais enregistré. Dans son rapport Tendances mondiales de l'emploi des jeunes en 2010, le BIT met clairement en garde contre le risque d'une génération perdue constituée de jeunes totalement détachés du marché du travail et ayant perdu tout espoir de pouvoir gagner décemment leur vie. (...)Maintenir une classe d'âge dans une telle situation ne présage rien de bon pour notre avenir collectif. »

Henri Arévalo, Vice-président du RTES.

➤ Les jeunes, fers de lance de l'économie sociale et solidaire

Le RTES est convaincu que l'économie sociale et solidaire peut être une forme particulièrement appropriée pour la création d'activités par des jeunes : en répondant à la quête de sens, en favorisant la dimension collective de l'entreprise, qui permet au jeune d'éviter de se lancer seul, ou en privilégiant des formes d'organisation plus démocratiques, particulièrement adaptées par exemple aux activités de nouvelles technologies (logiciels libres,..).

En effet, qu'il s'agisse de jeunes diplômés de grandes écoles ou de jeunes issus de quartiers défavorisés, l'engouement pour la création d'entreprises ou de projets à valeurs sociales et solidaires est partout présent.

Ainsi, selon un sondage CSA (janvier 2010), 62% des jeunes seraient prêts à créer une « entreprises sociale ».

> Une étude inédite sur les jeunes et leurs initiatives solidaires

« Notre réseau s'est fixé comme objectif d'explorer régulièrement de nouveaux espaces pour construire des politiques publiques en faveur de l'économie sociale et solidaire. L'explosion du chômage des jeunes est réelle et fragilise nos sociétés. Il nous est apparu important de réaliser cette étude pour mettre en valeur le fait que des jeunes aujourd'hui sont porteurs d'initiatives innovantes, créatrices d'emplois, et surtout qu'ils y cherchent sens, valeurs, solidarité avant le profit financier. »

Christiane Bouchart, Présidente du RTES

Cette étude a pour objectif de tirer la sonnette d'alarme pour que les politiques publiques en faveur de la jeunesse deviennent une priorité, et de montrer que l'encouragement des initiatives sociales et solidaires est une réponse pertinente et adaptée à leurs besoins, attentes et aspirations.

L'existence d'initiatives économiques solidaires portées par les jeunes est encore trop mal connue ou promue, alors que certaines connaissent de belles réussites tant sur le plan économique que humain.

Or, pour qu'elles puissent se développer et se multiplier, il est nécessaire que les collectivités locales, les acteurs de l'ESS, les universités, écoles supérieures et organismes de formation, et les organisations de jeunes aient une meilleure connaissance de celles-ci et de leurs conditions d'émergence et de pérennisation.

Dans ce contexte, il a semblé important à RTES de mettre en place une véritable étude sur les jeunes et la création de projets dans le secteur de l'ESS afin de :

- proposer une analyse des jeunes initiatives sociales et solidaires,
- favoriser leur développement.

Le RTES a associé plusieurs organismes et réseaux au sein du comité de pilotage qui a défini les orientations de travail et a choisi les différentes initiatives étudiées.

La réalisation de l'étude de repérage et d'analyse des initiatives a été confiée, après appel à projets, au cabinet Développements et Humanisme.

De nombreux partenaires ont été associés à cette étude :

- le Haut-Commissaire à la Jeunesse et les services Jeunesse et Sports,
- l'observatoire du CNCRES (Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale),
- Le Mouvement pour une Economie Solidaire,
- l'INJEP (Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire),
- et d'autres encore mobilisés pour le repérage des initiatives : MRJC (Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne), France Active,... et bien sûr les adhérents du RTES.

La méthodologie

Objectif :

Cette étude vise à développer la connaissance, la reconnaissance et le soutien des initiatives économiques solidaires initiées par des jeunes.

Un échantillon collecté sur tout le territoire

Vingt neuf initiatives, portées par des jeunes, réparties dans presque toutes les régions françaises et représentant une grande diversité de domaines d'activité, sans prétendre à la représentativité.

L'étude intègre également une observation sur les dispositifs d'appui aux initiatives.

Deux phases de travail d'octobre 2009 à avril 2010.

> Phase 1

— Détermination précise, en comité de pilotage, des principaux critères à retenir pour les initiatives concernées:

- Porteurs âgés de 30 ans maximum en 2009, et non seulement au moment du lancement de leur initiative,
- Réalisations de dimension collective,
- Activités ayant démarré effectivement depuis un an au moins,
- Initiatives créatrices d'emploi,
- Réalisations assumant, au sens large, des objectifs de solidarité. La prise en compte des défis environnementaux est à considérer comme l'une des facettes de la solidarité.

Le comité de pilotage de l'étude a considéré que, sur le plan des statuts adoptés par les porteurs d'initiatives, il y avait lieu de ne pas s'en tenir à la liste restreinte des statuts reconnus comme d'économie sociale (coopératives, associations), afin de prendre en compte le maximum de dynamiques économiques collectives ouvertes à la solidarité.

Enfin, la diversité des types d'activités, des régions et des types de territoires a été recherchée.

— Repérage d'un maximum d'initiatives et de dispositifs d'appui, par contacts avec plus de cent vingt relais nationaux, régionaux, locaux.

— Sélection de cinquante initiatives. Des fiches descriptives ont été réalisées par les équipes Développement et Humanisme et RTES sur chacune de ces initiatives.

> Phase 2

— Sélection pour observation et analyse plus précise de vingt neuf initiatives et cinq dispositifs d'appui. Pour chacune de ces initiatives, nouveaux entretiens avec leurs porteurs mais aussi (sauf exceptions rares) avec plusieurs de leurs partenaires.

— Entretiens avec des responsables de dispositifs d'appui pour faire ressortir les points sensibles de l'accompagnement des jeunes porteurs et les principales préconisations pour un appui adapté.

— Réalisation et remise d'un rapport de synthèse (sur les initiatives et les dispositifs d'appui) et de monographies sur chaque initiative et dispositif observé.

— Journée d'étude nationale (Paris, 21 janvier 2010), à laquelle ont notamment pris part les représentants d'une dizaine des initiatives étudiées et un nombre important d'autres jeunes impliqués d'une façon ou d'une autre dans de telles initiatives.

Cette étude a obtenu le soutien financier du Ministère de la Jeunesse et des Solidarités Actives, de la Caisse des Dépôts et de la Fondation de France.

Développements et Humanisme

SCOP basée dans la région Rhône-Alpes, Développements et Humanisme propose des prestations d'étude, de conseil et accompagnement de réflexions collectives, de formation, de rédaction. Elle porte intérêt à de nombreuses facettes du développement humain : emploi et autres facteurs d'intégration sociale, démocratisation effective des sociétés, pratiques de développement soutenable, éducation, résistances aux exclusions et discriminations.

JEUNES ET INITIATIVES SOLIDAIRES : DE L'ETUDE A L'OUVRAGE

➤ Fiche de lecture de l'ouvrage

L'ouvrage est composé de 6 parties. **La force de cet ouvrage est de déboucher sur des préconisations concrètes auprès des différents acteurs.**

Les caractéristiques des initiatives :

- Les initiatives créées le sont surtout dans les services.
- Elles sont particulièrement colorées par l'environnement, le dialogue et l'égalité.
- Assez dépendantes des emplois aidés, leur relation au territoire local et à ses acteurs est forte. Leur devenir doit beaucoup aux partenariats qu'elles ont établis.
- Une des caractéristiques marquantes des initiatives est leur capacité à se questionner et à renouveler leurs pratiques. Ces initiatives sont en mouvement.

Le profil des porteurs :

- En moyenne âgés de 28-29 ans, les porteurs ont la volonté d'apprendre en continu.
- Leurs volontés d'accomplissement personnel et de réalisations utiles à la société sont liées de près. Ils cherchent une cohérence, y compris dans leur relation à l'argent, au nom de l'équité et de la liberté.
- La flexibilité assumée des projets tient moins à une absence de maturité liée à la jeunesse, qu'à une conscience de la fragilité de leurs réalisations, de la complexité des enjeux, et d'une revendication de liberté et d'autonomie.

Les apports et impacts de ces initiatives :

- Sur leur territoire :
Les réalisations des jeunes rencontrés ont une fécondité/utilité pour leurs territoires d'implantation et leurs habitants.
- Pour la société au sens large :
À travers des innovations, en donnant une grande place à l'environnement et à l'humanisme, ils proposent des biens et services porteurs de développement et nourrissent la société d'un apport, sous forme de nouvelles pratiques économiques.

Facteurs de solidité-viabilité des initiatives :

- Les initiatives sont rendues plus (ou moins) solides par la cohérence globale de leur projet : leur adéquation à des marchés et à des attentes dans leur territoire.
- La réactivité, l'adaptation continue et rapide, ainsi que les qualités relationnelles et la force d'engagement de leurs porteurs sont également des éléments-clés de viabilité.
- Enfin, l'environnement des initiatives (institutions, organismes d'accompagnement, dispositifs de co-financement) contribue à leur solidité.

Quelle démultiplication envisager ?

Le développement des initiatives repose très largement sur les motivations et convictions des jeunes porteurs, ainsi que sur la réceptivité et la coopération du milieu dans lequel ils créent.

- En partant des difficultés communes rencontrées par les porteurs jeunes et en mettant en place des processus qui les réduisent, on peut faciliter le développement des initiatives de jeunes.
- On peut aussi agir sur ce qui fait qu'un territoire devient plus réceptif aux initiatives.

Préconisations :

- à l'ensemble des acteurs,
- aux dispositifs d'accompagnement, à ceux qui les orientent et les financent,
- aux dispositifs de financement publics ou privés et à ceux qui les orientent,
- aux collectivités territoriales,
- à l'ensemble des organisations de l'ESS.

➤ Quelques enseignements

« Nous concernant, nous retiendrons le fait que nous devons faire plus confiance aux jeunes dans nos territoires, valoriser et reconnaître leur capacité d'entreprendre, rechercher à les accompagner au mieux en adaptant les dispositifs actuels. »

Christiane Bouchart, Présidente du RTES

« C'est bien ce que nous voulions vérifier en engageant cette étude. Elle nous a permis de vérifier la nature des liens entre les jeunes et l'économie sociale et solidaire, la perception qu'ils ont de cette façon d'entreprendre. Même si le nombre d'initiatives repérées reste modeste, l'étude confirme que les expériences analysées s'avèrent pour leur grande majorité de très bonne qualité et très originales dans leur forme et leur démarche. »

Henri Arévalo, Vice-président du RTES

➤ Quelques portraits de créateurs

CHOC ETHIC-PUERTO CACAO

La volonté d'une cohérence sur tous les plans



Choc'éthique ? Le nom de l'entreprise. Puerto Cacao ? Celui de l'enseigne de ses deux « bars à chocolat »-boutiques, ouvertes en 2006 puis fin 2009 dans deux quartiers parisiens. La saveur de ce projet, que Guillaume Hermitte, son concepteur, a ensuite fait partager à une équipe de huit personnes, est de bâtir une entreprise économiquement solide en portant attention aux objectifs sociaux et environnementaux tout au long de la filière d'approvisionnement, de production, de vente. Achat du cacao dans des conditions équitables, en partie auprès de partenaires vénézuéliens spécifiques à Choc'éthique ; transformation faisant appel pour la première étape à une entreprise de chocolaterie et pour la seconde à une entreprise d'insertion, qui a pu ainsi créer de nouveaux emplois ; aménagement des « bars à chocolat » selon des critères écologiques serrés ; emballages originaux des chocolats eux aussi équitables ; embauche d'une partie de l'équipe au titre d'un parcours d'insertion...

Pour tout renseignement :

Puerto Cacao, 53 rue de Tocqueville, 75017 Paris www.puerto-cacao.fr

SCOP Services 76



« On en a marre de s'entendre dire qu'on essuie les plâtres. On aimerait bien que le plâtre commence à devenir du béton ! ».

L'idée de départ est d'offrir une gamme variée de services à la personne, en optant pour une qualité maximale et ce dans une structure coopérative. Les salariés sont partie prenante du projet : une idée simple sur le papier pourtant compliquée à mettre en œuvre, selon Elise Atmane la jeune gérante et cofondatrice de Scop Services. Aujourd'hui, on compte plus de 83 personnes salariées et 9 associés. Faire saisir l'intérêt de ce fonctionnement coopératif tant aux salariés qu'aux prescripteurs, telle est la volonté de la créatrice du projet.

Pour tout renseignement : Scop Services, 96, rue de Paris, 76300 Sotteville-les-Rouen - www.scop-services-76.com

ECOMEN



Ou comment combiner écologie et insertion en dehors des sentiers balisés de l'économie sociale et solidaire ?

Pourquoi se lancer dans la création d'une entreprise, lorsqu'on habite un quartier dont le taux de chômage des moins de 25 ans avoisine les 40 % ? C'est le pari un peu fou relevé par trois jeunes du quartier de Thouars à Talence, créateurs de la société ECOMEN. D'une formation Créajeunes de l'Adie au premier prix du concours Advancia puis à la deuxième place du concours de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris sur l'entrepreneuriat social, sans oublier des prix Talents des Cité et les parrainages d'Onet et de Vinci, Sofiane, Nicolas et Charef seraient-ils des bêtes de concours ? « Tous les trois, on a un parcours scolaire dégueulasse, on s'est arrêté à la cinquième. Mais on n'a pas forcément besoin d'être bon à l'école pour faire des choses bien ». Ecomen est une entreprise de services de nettoyage écologique qui a créé, outre leurs trois postes, trois emplois en « contrat pro » pour des jeunes du quartier. Aujourd'hui, elle est référencée dans les 30 premières entreprises de nettoyage de la Communauté Urbaine de Bordeaux. Une ténacité à toute épreuve les lie. « Si tu veux manger du poisson, il faut te mouiller les pieds » dit Sofiane en souriant : à n'en pas douter, la pêche sera bonne pour les Ecomen.

Pour tout renseignement : sarl.ecomen@gmail.com, 244 avenue de Thouars-33 400 Talence.

REPERES

Economie sociale et solidaire, un peu d'histoire et quelques chiffres

L'Economie Sociale et Solidaire rassemble l'ensemble des structures qui portent un projet à valeurs fortes en termes d'engagement social ou d'environnement : **les entreprises sociales et solidaires placent l'homme au cœur de leur projet.**

Historiquement constituée des associations, fondations, mutuelles et coopératives, **l'ESS repose sur des principes de gouvernances démocratiques et participatives, ainsi que sur des principes de finances solidaires.** Les bénéfices sont prioritairement investis dans l'entreprise, n'ayant pas d'actionnaires à rémunérer.

L'ESS...

- contribue à hauteur de 10% à la formation de notre PIB,
- représente 9 % des entreprises en France, soit près de 210 000 établissements employeurs,
- représente environ 12 % de l'emploi salarié, soit près de 2 250 000 salariés,
- la création d'emplois y est plus dynamique que dans le secteur privé: un taux de croissance de l'emploi de + 2,6 % en moyenne entre 2001 à 2006 contre + 1,1 % dans l'ensemble du secteur privé.

Source : Economie Sociale et Solidaire, panorama général et interventions régionales – Juin 2010 - AVISE

Pour aller plus loin, téléchargez le panorama de l'ESS 2010 ici :
http://www.avise.org/spip.php?article1793&var_recherche=panorama

Quelques angles d'approche

Crise et jeunes

- > **Les jeunes, porteurs d'espoir pour bâtir autrement notre économie de demain.**
- > **Initiatives solidaires : bravo les jeunes !**
- > **De la crise à un nouvel espoir économique, ça passera par les jeunes !**
- > **Face à la crise, les jeunes créent leur emploi...**
- > **Small is beautiful : loin des multinationales et de la recherche de profit, les jeunes se recentrent sur leurs territoires et des initiatives solidaires.**

Création d'entreprise :

- > **Créer ma boîte, oui, mais en accord avec mes valeurs !**
- > **Créer à plusieurs, ça fait moins peur : les coopératives, un statut approprié pour les jeunes créateurs.**
- > **Economie sociale et solidaire, un terreau propice pour la création au féminin.**
- > **Jeunes créateurs solidaires : tous les dispositifs pour mener votre projet.**

Fracture sociale/ banlieue :

- > **Les cités donnent des idées !**
- > **De jeunes créateurs innovent en zone sensible.**
- > **Diplômé de l'ESSEC, je ne suis pas trader, je suis social entrepreneur.**
- > **Prise de conscience des diplômés de grandes écoles pour la création d'entreprises à valeurs solidaires.**
- > **Développement économique régional : on mise sur les entreprises sociales !**

Jeunesse :

- > **Quand les jeunes créent leur propre emploi.**
 - > **Quand les jeunes créent de nouveaux services citoyens...**
 - > **Loin des clichés, les jeunes réinventent la citoyenneté**
-

ESS

- > **A l'issue du mois de l'ESS, étude inédite du RTES sur 30 initiatives solidaires portés par des jeunes partout en France.**
- > **Collectivités territoriales, chevilles ouvrières de l'ESS.**
- > **Petites communes et campagnes, faire revivre le territoire grâce aux initiatives solidaires.**
- > **Elus, encouragez les initiatives solidaires sur votre commune !**

APPROCHE PORTRAIT D'INITIATIVES

- > **Shopping / cadeaux solidaires pour Noël**
 - **Johanstyle**
 - **Mano Facto**
- > **Ces nouveaux lieux de convivialité.**
 - **Puerto Cacao**
 - **Tisanerie des milles feuilles**
 - **L'atelier**
 - **L'équitable café**

CONTACTS PRESSE

AMÉLIE DUCORNEY
Ayïn

09 81 94 14 61
amelie@ayin.fr

POSSIBILITE D'INTERVIEW DES CREATEURS ET DES ACTEURS DU RTES.

L'OUVRAGE « JEUNES INITIATIVES SOLIDAIRES » PEUT VOUS ETRE ENVOYÉ SUR DEMANDE

Prix public conseillé : 10 euros
Prix pour + 20 ex : 8 euros
Prix libraire : 6,50 euros

Pour en savoir plus : www.rtes.fr

ANNEXE

LE RTES (Réseau des territoires pour une économie solidaire) œuvre pour le développement de l'Economie sociale et solidaire au travers des collectivités locales et territoriales.

➤ **Sa mission : développer la démarche ESS au sein des collectivités.**

Le RTES se donne pour mission de promouvoir le développement économique par l'économie sociale et solidaire en s'appuyant sur le tissu local et territorial.

Déclaré sous le statut d'association depuis le 2 janvier 2002, le RTES est un **espace d'échanges et de coordination nationale, qui rassemble aujourd'hui plus d'une soixantaine de collectivités, régions, départements, intercommunalités et communes (liste des membres p.20), engagés** autour d'une charte pour le **développement de l'économie sociale et solidaire.**

RTES défend une vision large de l'ESS : l'économie sociale et solidaire repose davantage sur le respect de certaines valeurs (humaines, sociales, environnementales, solidaires) que sur l'unique critère de statut (coopérative, association, mutuelle, etc..).

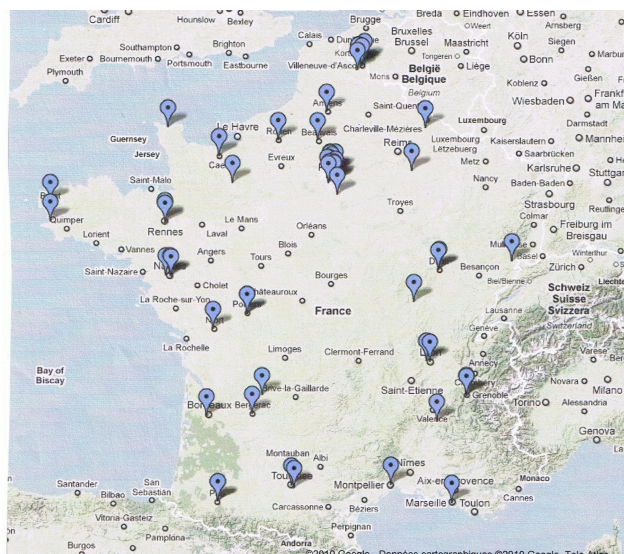
Ses objectifs sont de :

- promouvoir les initiatives des territoires,
- valoriser auprès des institutions nationales et européennes la richesse des actions menées,
- favoriser le transfert des bonnes pratiques au travers de diverses actions menées auprès des élus et techniciens des collectivités (rencontres, formation, lettres d'information, publications,...) et de partenariats avec d'autres acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire,
- rechercher les conditions d'amélioration des politiques mises en œuvre.

> L'avenir de l'économie sociale et solidaire se joue sur les territoires.

- Dès les élections municipales de 2001, une centaine d'élus ont été en charge de l'économie au sein des collectivités territoriales. La dynamique a été renforcée lors des municipales suivantes en 2008, et lors des élections régionales suivantes de 2004 et de 2010.
- De plus, de nombreux élus locaux cherchent à engager leur territoire dans une démarche de développement durable, qui mobilise les ressources locales et met en avant les dimensions sociales et humaines de l'économie. Il s'agit notamment pour eux de lutter contre toutes les discriminations et de placer la personne au cœur de l'économie.

> Plus de 60 membres répartis sur le territoire national



Adhérents au 30 novembre 2010

Amiens Métropole • Artois Communauté • Brest Métropole Océane • Communauté d'Agglomération Dijonnaise • Grand Roanne Agglomération • Communauté d'Agglomération Grenoble Alpes Métropole • Communauté d'Agglomération de Niort • Communauté d'Agglomération de Plaine Centrale Val-de-Marne • Communauté d'Agglomération de Pau Pyrénées • Communauté d'Agglomération de Plaine Commune • Communauté d'Agglomération de Poitiers • Communauté d'Agglomération Rennes Métropole • Communauté d'Agglomération du Sicoval • Communauté Urbaine Le Creusot - Montceau-les-Mines • Communauté Urbaine de Nantes • Lille Métropole Communauté Urbaine • Communauté Urbaine du Grand Toulouse • Communauté de Communes Caux Val-de-Seine • Communauté de Communes du Val-de-Drôme • Sivom Accord Saint Marcel • Département de Dordogne • Département de Meurthe-et-Moselle • Département de l'Oise • Département de Paris • Département du Val-de-Marne • Région Bourgogne • Région Bretagne • Région Champagne-Ardenne • Région Haute-Normandie • Région Île-de-France • Région Pays de Loire • Région Nord-Pas-de-Calais • Région Poitou-Charentes • Région Midi-Pyrénées • Région Picardie • Région Provence-Alpes-Côte d'Azur • Région Rhône-Alpes • Ville d'Argentan • Ville d'Audincourt • Ville d'Aulnay-sous-Bois • Ville de Bergerac • Ville de Caen • Ville de Champigny-sur-Marne • Ville de Cherbourg Octeville • Ville de Chevilly-Larue • Ville de Clichy-la-Garenne • Ville de Fresnes • Ville de Grenoble • Ville de Niort • Ville de Pantin • Ville de Pessac • Ville de Revin • Ville de Saint-Denis • Ville de Saint-Herblain • Ville de Saint Fargeau Ponthierry • Ville de Senones • Ville de Tourcoing • Ville de Villeneuve d'Ascq • Ville de Wattrelos

> Plaidoyer pour la promotion de l'ESS

Le RTES, depuis sa création, défend auprès des institutions locales, nationales et européennes le champ de l'économie sociale et solidaire, afin de favoriser la prise en compte de l'ESS dans les politiques publiques. Plusieurs actions sont menées en ce sens:

- **Participation au Comité de Pilotage du Labo de l'ESS et au lancement des Etats Généraux de l'ESS:**

Le RTES s'est largement investi depuis 2009 dans les travaux menés autour de Claude Alphandéry (participation au Comité de Pilotage du Labo, contributions à l'élaboration des 50 propositions, relais des travaux menés, ...). Christiane Bouchart, présidente du RTES, est une des 19 initiatrices des Etats Généraux de l'ESS, et membre du Comité de Pilotage.

- **Partenariat avec des réseaux d'acteurs :**

Le RTES développe des collaborations avec plusieurs réseaux d'acteurs de l'ESS, comme le CEGES (Conseil des Entreprises, Employeurs et Groupements de l'Economie Sociale), le Mouvement pour une Economie Solidaire (MES), le Coorace (fédération au service de l'emploi, de l'insertion et du développement de territoires solidaires), le CNCRES (Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale),...

- **Partenariat avec les réseaux de collectivités locales :**

Le RTES a renforcé sa collaboration avec la Commission Economie Sociale et Solidaire de l'Association des Régions de France (ARF).

Le RTES est intervenu à 2 reprises en 2010 devant la Commission Sociale de l'Assemblée des Départements de France, et des contacts ont été pris avec l'Association des Maires de France (AMF). Le RTES vient de participer à la table ronde sur l'ESS au Congrès de l'AMF du 23 novembre dernier.

- **Relations européennes et internationales:**

Le RTES était membre du Comité d'Organisation des 4èmes Rencontres Intercontinentales de l'Economie Sociale et Solidaire, Lux'09, qui se sont tenues au Luxembourg en avril 2009. Le RTES a co-organisé un atelier sur la co-construction des politiques publiques, animé par Jean-Philippe Magnen, membre du bureau du RTES. Le RTES a interpellé les principales têtes de liste françaises aux élections européennes, pour connaître leur position face à l'économie sociale et solidaire, et a relayé les réponses obtenues sur son site Internet.

> Innovation et promotion des bonnes pratiques au cœur de l'action de RTES

Le RTES propose à ses membres plusieurs modes d'action, d'échanges et de formation:

Journées d'échanges et de débats

Ces journées, ouvertes aux techniciens, élus, acteurs et partenaires de l'ESS, ont pour but de faire **un état des lieux sur une question d'actualité en lien avec l'ESS**.

Elles permettent de :

- mettre en valeur les expériences menées par les uns et les autres,
- favoriser le partage de bonnes pratiques,
- rechercher collectivement les moyens d'amélioration des politiques mises en oeuvre.

1ère journée organisée en décembre 2004 à l'Assemblée Nationale, autour de la question de « **l'enjeu des territoires pour l'ESS** ».

Parmi les thématiques abordées récemment :

- **"Créer dans l'économie sociale et solidaire"**, organisée en partenariat avec le réseau Coopérer pour Entreprendre, le 23 janvier 2009, accueillie par le Conseil Régional de Poitou-Charentes.
- **"Finances Solidaires et développement des Territoires"**, le 2 juillet 2009 à l'invitation du Conseil Régional de Champagne-Ardenne. (**Voir encadré**)
- **« Jeunes et initiatives économiques solidaires »** le 23 janvier 2010, au Sénat à Paris, dans le cadre de l'étude menée sur ce thème (cf partie spécifique dans ce dossier).
- **« Réponses coopératives face à la crise »**, le 30 juin 2010, co-organisée par le RTES et la Communauté d'Agglomération de Niort. (**Voir encadré**).

**Journées d'échanges et de débat :
"Finances solidaires et développement des Territoires"**

« Réponses coopératives face à la crise »

**"Finances solidaires et développement des Territoires",
le 2 juillet 2009 à l'invitation du Conseil Régional de Champagne-Ardenne.**

S'efforçant de concilier rentabilité économique, utilité sociale et environnementale, et lutte contre l'exclusion, les finances solidaires se sont en effet fortement développées ces dernières années sous leurs deux facettes principales, épargne solidaire et microcrédit professionnel ou personnel. Elles ont une résonance particulière au moment où la crise financière conduit à une réaction de défiance des citoyens vis-à-vis du secteur bancaire et à des demandes croissantes en matière de transparence sur l'utilisation de l'épargne par les banques et sur l'utilité sociale et écologique des crédits.

**« Réponses coopératives face à la crise »,
le 30 juin 2010, co-organisée par le RTES et la Communauté
d'Agglomération de Niort.**

Le modèle coopératif, SCOP et SCIC, est un modèle pertinent face aux crises, et plus globalement face aux mutations que nous connaissons. Témoignages :

- Reprises d'entreprises en difficulté avec l'exemple de la **CEPAM** et de ses 80 salariés actuels, de **Couture Venise Verte**, qui a permis de sauvegarder le savoir-faire de 16 salariés, et du restaurant **le Trévins**, SCOP de 15 salariés
- Création d'une SCIC, le **Centre d'abattage Sud Charente**, associant notamment éleveurs, grossistes, bouchers, salariés, et collectivités pour la reprise d'un abattoir en déficit
- Mise en oeuvre de projets d'utilité sociale par la SCIC **Replic en Languedoc-Roussillon**

Les SCIC apportent des réponses territorialisées et transversales, par exemple dans le domaine de l'énergie ou de la santé.

Loin de l'image de l'activité reprise dans l'urgence et où ce sera la pagaille, les SCOP sont des sociétés à part entière. Mais la coopérative n'est en effet pas une solution miracle, et l'accompagnement doit faire preuve de professionnalisme. Plusieurs leviers ont été identifiés pour favoriser le développement de la création ou reprise sous forme coopérative :

améliorer l'image et la crédibilité des SCOP, développer les liens avec les syndicats pour anticiper, améliorer l'environnement réglementaire (une reprise d'entreprises sous forme SCOP ne bénéficie pas aujourd'hui par exemple de la garantie Oséo), renforcer les liens et les collaborations avec les acteurs du territoire.

Se former pour innover

Le RTES organise 3 ou 4 journées de formation par an, qui s'adressent en priorité aux techniciens des collectivités adhérentes au RTES, mais sont ouvertes aux collectivités non adhérentes.

Ces journées de formation ont pour but :

- de mieux outiller les adhérents face aux questions auxquelles ils doivent faire face,
- d'apprendre à se connaître entre membre du RTES et de mutualiser les bonnes pratiques,
- de développer les compétences du réseau dans son ensemble.

En 2010, 4 journées ont été organisées, axées autour de la commande publique responsable, qui est un enjeu majeur pour le développement de l'ESS :

- Comment la commande publique peut favoriser l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap ? (Paris)
- Commande publique et mise en oeuvre des clauses sociales. (Paris)
- Commande publique et circuits courts, déclinée sur 2 territoires (Toulouse et Nancy)

Une journée consacrée plus spécifiquement au rôle des agglomérations en matière d'ESS a été organisée à Grenoble :

> Quelles sont les spécificités des modes d'intervention en faveur de l'ESS des agglomérations compte tenu de leurs compétences? Quels types de politiques sont conduites ? Comment les interventions des agglomérations s'articulent-elles avec celles de la Région et des communes?

Elargir la formation

LE RTES défend une vision large de l'ESS et s'est donc tout naturellement qu'il propose des formations pour un public plus large que le seul public de ses membres.

Formation à destination des agents des collectivités territoriales, en lien avec la direction Nord Pas de Calais du CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale).

Un certificat de spécialisation des innovations socio-économiques avec le CNAM

Une convention de partenariat a été établie **avec le CNAM** (Conservatoire National des Arts et Métiers) afin de pouvoir promouvoir la formation par le regard croisé des différents publics (techniciens des collectivités, militants et acteurs des réseaux des territoires). Elle s'adresse aux techniciens de collectivités locales mais aussi aux responsables de structures d'ESS.

Cette formation débouche sur un certificat de spécialisation des innovations socio-économiques.

Depuis 2009, cette formation a été déployée dans le Nord Pas-de- Calais, dans la Région Provence Alpes Côte d'Azur, et en Basse-Normandie.

Des ouvrages de références pour faire connaître les pratiques

Depuis 2007, le RTES a publié deux ouvrages :

« **Politiques publiques d'économie solidaire, un enjeu pour les initiatives locales** », sous la direction du CRIDA (Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Autonomie).

« **Les Journées d'études** » (recueils des enseignements suite aux différentes journées d'étude).

Des supports de communication renouvelés pour une meilleure visibilité du RTES

Les supports de communication RTES ont été entièrement revus en 2009 pour mieux promouvoir l'ESS au sein des collectivités. Un Comité Editorial est chargé de la définition de la ligne des différents supports et de la cohérence entre les différents supports.

– Lettre trimestrielle du RTES

La lettre papier est un support important de valorisation des initiatives menées au sein des territoires, et d'apports de pratiques et de réflexions.

Diffusion : 2 500 exemplaires.

Public : collectivités locales et acteurs de l'ESS.



Avril-juin 2009

Édito

Les réponses à l'interpellation par le RTES des principales têtes de liste aux élections européennes sont un indice de l'intérêt de plus en plus grand suscité par l'économie sociale et solidaire. Bien entendu, on pourra dire que les engagements pris ne concernent que ceux qui y croient, que les visions des uns et des autres de l'ESS sont assez différentes et en tout cas souvent fragmentaires. Nous serons en tout cas vigilants, aux côtés d'autres réseaux d'acteurs de l'ESS, sur l'implication des parlementaires pour faire avancer la reconnaissance de l'ESS à l'échelle européenne. La création d'emplois socialement utiles et non délocalisables passe notamment par la création d'un environnement réglementaire favorable (avec par exemple l'adoption des statuts européens de mutuelles, fondations et associations). Le moment n'a sans doute jamais été aussi favorable pour faire connaître, pour faire reconnaître, les contributions de l'ESS au développement des territoires. Les premiers retours des contacts pris avec les autres associations de collectivités locales, qu'il s'agisse de l'Association des Régions de France, fortement engagée sur cette question depuis de nombreux mois, de l'Association des Maires de France, le développement des adhérents qui rejoignent le RTES, témoignent du changement d'écoute. Le travail remarquable impulsé par Claude Alphanhéry, avec notamment la rédaction d'un Livre Blanc de l'ESS, nous semble être une occasion importante de mise en mouvement autour d'un projet partagé.

Dans ce numéro, nous vous présentons plusieurs initiatives des territoires pour illustrer concrètement la diversité et la maturité des politiques de soutien à l'ESS qui s'inscrivent de plus en plus dans le cadre de politiques formalisées et de soutien aux filières.

Par ailleurs, le développement des formations à l'économie sociale et solidaire est un enjeu majeur, c'est pourquoi nous avons décidé d'y consacrer notre transverse. Nous nous réjouissons des multiples initiatives qui se développent dans le domaine, répondant à la fois aux aspirations des jeunes à concilier des valeurs et un projet professionnel, et aux exigences de professionnalisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Cette professionnalisation est absolument nécessaire pour mieux valoriser la spécificité de ces derniers, notamment en terme de gouvernance et d'évaluation de la performance sociale. Pour autant, la multiplication des formations spécialisées des cadres des structures de l'ESS ne doit pas nous conduire à négliger l'importance de l'éducation tout au long de la vie, et de celle des consommateurs, des épargnants, des citoyens, comme levier d'une réelle citoyenneté démocratique et économique.

Enfin, la transverse aborde la question des jeunes. Elle ouvre un important chantier de travail que portera le RTES dans les prochains mois, consacré aux jeunes et aux initiatives économiques solidaires.

Bonne lecture !

LE BUREAU DU RTES

Christianne Bouchart
Présidente du RTES



Octobre-décembre 2009

Édits

La commission Stiglitz, du nom du Prix Nobel américain chargé début 2008 par Nicolas Sarkozy d'animer et de mener avec 20 autres experts une réflexion sur la mesure de la croissance, a rendu ses conclusions en septembre 2009 : « Il est temps que notre système statistique mette davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population que sur celle de la production économique ». Le rapport indique que « le PIB n'est pas erroné en soi, mais est utilisé de façon erronée quand il est présenté comme une mesure du bien-être économique ». Et de préconiser de compléter le PIB par « une série d'indicateurs ».

Alors ! Ne boudons pas notre plaisir de voir enfin mis en débat cette question des nouveaux indicateurs de richesse. Car voici des années que les acteurs et actionneurs de l'économie sociale et solidaire planchent sur cette question. Il faut redire que le sujet de fond n'est pas tant de définir un autre thermomètre, que de réfléchir d'abord au modèle de développement solidaire et soutenable que nous voulons ; et ensuite aux instruments de mesure quantitatifs et qualitatifs les plus pertinents.

À cet égard, le rapport Stiglitz – intéressant sur maints aspects – dans ses propositions, nous laisse sur notre faim. Sans doute, parce qu'il est resté un travail d'experts ayant peut-être trop peu écouté et audité ceux et celles qui pouvaient avoir un apport critique et constructif sur l'apport de la croissance et du développement, et de sa mesure. Et 9 ans après la publication du rapport de Patrick Viveret, Reconsidérer la richesse, il faut pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire – reprendre l'initiative et être aux premiers rangs de l'émergence d'une société et d'une économie plurielle face aux risques civilisationnels, écologiques et sociaux que véhicule la société de marché.

L'heure est à la fois grave et portuse d'espoir

La crise systémique que nous traversons présente deux facettes, une négative d'accroissement des inégalités, une positive faite d'espoir et d'opportunité, de conviction que l'économie sociale et solidaire est à même d'apporter des réponses immédiates aux problèmes sociaux et écologiques. Elle peut par ses pratiques et ses valeurs inspirer de nouvelles régulations économiques à la hauteur des enjeux.

Mais cela nécessite une révision profonde et indissociable de nos façons de produire, d'échanger, de consommer et d'investir.

Au travers du travail du Labo de l'ESS initié par Claude Alphanhéry et auquel nous contribuons, les premiers jalons d'une régulation locale de l'économie plurielle sont posés : mise en place d'un dialogue économique et social territorial multipartite, capacités d'innovation et d'expérimentation tant autour des services d'intérêt généraux locaux (tel l'investissement des collectivités dans les SCIC) que dans celles des pôles de coopération territoriaux, développement d'une commande publique responsable...

Autant de défis et de points d'appui pour les collectivités locales nous amenant à un changement d'échelle...

Christianne Bouchart, présidente du RTES

Consultez et réagissez aux « 50 propositions pour changer de cap » : www.lelabo-ess.org

Alain Yvergniaux,
membre du bureau du RTES, conseiller régional Bretagne
Voir page 4 notre dossier « Richesses, bien-être et territoires »



La lettre du Réseau des territoires pour l'économie solidaire

Avril-juin 2010



Sommaire

2 et 3 Initiatives des territoires
4 à 7 Transversales :
Jeunes et initiatives économiques solidaires
8 Vie du réseau

Édito

2010 sera donc l'année d'un renouveau encourageant pour l'économie solidaire !

Deux événements récents permettent d'être optimistes pour l'avenir de l'économie sociale et solidaire.

Tout d'abord, le 21 janvier, des jeunes de toute la France ont présenté leurs expérimentations pour construire de nouvelles formes d'économie solidaire, lors de la journée de travail du RTES au Sénat sur le thème « Jeunes et initiatives solidaires ».

En ville ou en milieu rural, issus d'études longues ou non, isolés ou accompagnés par des acteurs de l'économie solidaire ou des collectivités, les jeunes créateurs en témoignent : l'innovation est toujours en marche pour répondre à de nouveaux besoins de la population.

D'autre part, les conseils régionaux viennent d'être renouvelés. En charge de la coordination des politiques économiques, les Régions ont une responsabilité particulière pour l'accompagnement de l'économie sociale et solidaire. 15 Régions avaient une délégation identifiée. Ce chiffre doit augmenter, et ces délégations doivent être renforcées.

Au cours du mandat précédent, des initiatives pertinentes ont été développées. À ce jour, ces entreprises montrent une meilleure résistance à la crise, due sans doute à une meilleure adaptabilité, et à leur ancrage territorial démocratique.

Car loin des caméras et des micros, les Scop se développent dans des opérations de reprises d'entreprise au moment de la cession-transmission, ou pour sortir

d'une crise, ou enfin, par choix initial des fondateurs, démontrant leur pertinence.

Déjà, certaines équipes envisagent la nouvelle étape de leur schéma régional de développement économique. L'économie solidaire doit y trouver toute sa place.

En parallèle à ce développement quantitatif, il est temps également de regarder plus en détail les aspects qualitatifs de l'ESS. Un vaste chantier doit s'ouvrir pour co-construire une évaluation, qui prenne en compte les impacts humains dans les entreprises et sur leur territoire.

Cela rejoint l'interpellation de Jean-François Draperi, directeur du Centre d'Économie Sociale Travail et Société (Cestes-Cham) le 21 janvier, quand il rappelait l'indispensable approche globale de l'économie solidaire, et notamment son accessibilité à tous, y compris les usagers-clients, et son organisation démocratique.

Plus que jamais, le RTES est un espace approprié pour mutualiser les travaux des collectivités locales, départementales et régionales. Il est l'interface adaptée pour accompagner les collectivités à traduire en actes les 50 propositions du Labo de l'économie solidaire, porté par Claude Alphandéry.

2010 sera donc l'année d'un renouveau encourageant pour l'économie solidaire !

Christiane Bouchart
Présidente du RTES



La lettre du Réseau des territoires pour l'économie solidaire

Octobre 2010



Sommaire

p. 2 et 3 Initiatives des territoires
Un programme de développement de l'ESS en Roumanie
L'unique Ménage Déplacement de Grenoble Alpes Métropole favorise l'insertion
l'ESS à l'honneur au salon Citer du Nord Pas de Calais
États généraux de l'ESS, c'est parti !

p. 4 à 7 Transversales
Intérêt général et libre concurrence : les collectivités locales au service

p. 8 Vie du réseau
Publication de l'étude « Jeunes et initiatives économiques solidaires »

Édito

Il y a le choix ! L'Europe, le marché et l'ESS

Le RTES a décidé de consacrer un dossier à la question des Services d'Intérêt Général. Nous avons souhaité faire un premier point sur cette question, particulièrement importante pour l'économie sociale et solidaire. Car derrière ces discussions, parfois très techniques, se pose un choix de société : va-t-on vers une société du tout marché, où la mise en concurrence généralisée serait la règle ?

On nous dit souvent : il n'y a pas le choix, l'Europe impose. Et c'est donc là un nouveau sujet de regret de l'Europe, au motif qu'elle édicte des normes complexes et destructrices. Or la Directive Services, par exemple, offre des possibilités de protéger les services publics des règles du marché intérieur et de la concurrence, comme le souligne l'Assemblée des Départements de France. Et, de façon plus générale, « il y a le choix », pour reprendre le mot d'ordre d'un collectif d'associations qui se mobilisent pour faire reconnaître la possible diversité des financements publics.

Il est en effet crucial aujourd'hui de préserver une pluralité des modes de collaboration entre la puissance publique et les acteurs de l'ESS. Cette pluralité ne peut se résumer à la mise en concurrence généralisée, à la délégation de service public ou au mandatement. Parmi les éléments de choix, il est important de réaffirmer la place de la subvention, lorsque l'initiative est bien associative et rencontre les politiques des collectivités locales.

De façon plus générale, il s'agit de permettre, aux élus comme aux citoyens, de faire de la mise en œuvre de l'intérêt général le résultat d'un choix politique concerté, qui ne peut se réduire ni à une définition unilatérale par la puissance publique de l'intérêt général, ni à une concertation technico-administrative.

Ces questions renvoient à des dimensions fondamentales pour l'ESS : la place du marché comme outil de régulation, la co-construction des politiques publiques, l'utilité sociale et son évaluation.

Nous ne sommes qu'au début de ce vaste chantier, auquel le RTES va contribuer dans les prochains mois.

Jean-Philippe Magnan, vice-président du RTES

• Lettre électronique mensuelle

La lettre électronique est complémentaire de la lettre papier. Elle comprend des brèves territoriales, un zoom sur un dispositif, et une interview d'un membre ou partenaire du RTES.-

Diffusion : 1 000 abonnés.

Public : collectivités locales et acteurs de l'ESS.

Lettre d'information
du Réseau des Territoires
pour l'Économie Solidaire

<http://rtes.fr>

Octobre 2010

En une

États Généraux de l'économie sociale et solidaire, c'est parti !

Lundi 11 octobre, plus de 260 personnes participaient au lancement des États Généraux de l'Économie Sociale et Solidaire (EGESS), au Conseil régional d'Ile-de-France. Ces états généraux sont la suite logique des travaux initiés l'an passé par Le Labo de l'ESS, et Claude Alphandéry, qui ont abouti à l'établissement de 50 propositions pour changer d'échelle.

[Lire la suite](#)

Les actualités du réseau

Commande publique responsable et circuits courts

Comment les collectivités locales peuvent aider au développement de filières locales de qualité et à leur structuration, au travers de la commande publique, plus particulièrement dans le domaine de la restauration collective ? Tel était le thème de la journée de formation organisée par le RTES le 15 octobre et accueillie par le Conseil Général de Meurthe et Moselle.

[Lire la suite](#)

Séminaire ARF-RTES "L'économie sociale et solidaire au coeur des politiques territoriales"

L'Association des Régions de France et le RTES co-organisent un séminaire le 18 janvier à St Etienne. Ce séminaire, initialement prévu le 13 octobre, abordera la transversalité de l'économie sociale et solidaire, son inscription dans les stratégies de développement économique territorial, et l'articulation des différents échelons territoriaux.

[Lire la suite](#)

- www.rtes.fr : site entièrement rénové

L'architecture et l'habillage du site ont été entièrement revus en 2009. Ce site comprend aujourd'hui une rubrique Actualités, une rubrique Territoires, avec à terme une présentation des différentes collectivités adhérentes et de leurs politiques en matière d'ESS, des documents produits par le RTEs (lettres papier, études, compte-rendus,...). La mise en ligne de vidéos, de photos, de cartes, est régulière afin de rendre le site attractif.

Enfin, un espace adhérent est mis en place, pour permettre l'accès à des informations pour les membres du RTEs (par exemple, dossier thématique sur les commandes publiques), ainsi qu'un forum.

Le site bénéficie d'un très bon référencement ; c'est un bon outil de connaissance de l'économie sociale et solidaire. **4 000 visites mensuelles** étaient enregistrées en fin d'année 2009.



> Une charte pour ancrer le développement économique de la France dans la durabilité et le respect

Extrait de la charte RTES

(Intégralement téléchargeable sur <http://www.rtes.fr>)

Un projet politique vers :

Un développement durable par une économie :

- au service de l'humain et du lien social : les initiatives de l'économie solidaire ne recherchent pas le profit mais privilégient l'utilité sociale ; en ce sens elles interrogent la définition même de la notion de richesse ;
- au service des solidarités entre individus d'un territoire, entre territoires (au niveau régional, national ou international), entre activités et avec les générations futures ;
- au service d'un développement qui favorise la coopération et l'action citoyenne ;
- au service de la qualité de la vie pour tous et la préservation des ressources naturelles.

Un développement des territoires fondé sur :

- le partenariat au niveau local (élus – Etat – acteurs socio-économiques) ;
- la participation citoyenne (entreprendre ensemble) et les pratiques démocratiques ;
- l'hybridation des ressources (public/privé, marchand/non marchand, monétaire/non monétaire) ;
- la mise en réseau des expériences locales, nationales et internationales.

Parmi les champs d'action :

- création et développement d'activités, finances solidaires ; développement de la démocratie participative ; démocratie locale et éducation populaire ; services aux personnes ; commerce équitable, achat éthique ; coopération internationale ; protection de l'environnement, de la santé, des ressources naturelles.

> **le Conseil d'Administration du RTES**

Au 21 mai 2010, le Conseil d'Administration était composé de :

Présidente:

Christiane Bouchart, Conseillère municipale, Déléguée à l'Economie sociale et solidaire et au Commerce équitable, Ville de Lille

Vice-Présidents:

Mireille Bordes, Vice-Présidente chargée des Affaires Sociales et de l'économie sociale et solidaire, Conseil Général de Dordogne

Jean-Philippe Magnen, Conseiller Communautaire, Délégué à l'Economie sociale et solidaire, Communauté Urbaine de Nantes

Vice-Président et trésorier:

Henri Arevalo, Vice-Président, Délégué à l'Economie solidaire, Jeunesse et Culture, Coopération décentralisée, Communauté d'agglomération du Sicoval

Secrétaire:

Pascal Duforestel, Vice-Président en charge de l'Economie, Communauté d'agglomération de Niort

Autres membres du conseil d'administration:

Annie Berger, Conseillère municipale, Déléguée à l'Economie sociale et solidaire, Ville de Caen

Abderhamane Djellal, Adjoint au Maire, Délégué à l'Economie solidaire, Ville de Grenoble

Marie-Claude Gallard, Adjointe au Maire, Déléguée à l'Economie sociale et solidaire, Ville d'Audincourt

Christian Hervy, Conseiller général, Département du Val de Marne

Jean-Paul Hesse, Vice-Président, Communauté d'Agglomération du Grand Dijon

Cyril Krezchmar, Conseiller régional, Délégué Nouvelle économie, nouveaux emplois, artisanat, économie sociale et solidaire, Région Rhône Alpes

Marie-Christine Pons, Conseillère Régionale, Présidente de la Commission économie sociale et solidaire, Région Midi-Pyrénées

Alain Teylouni, Adjoint au Maire, en charge de l'insertion et de la solidarité, Ville de Senones

Bérénice Vincent, Adjointe au Maire, en charge du développement durable et de l'économie sociale et solidaire, Ville de Bergerac.